



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 446 du 11 septembre 2026

Contre l'offensive xénophobe, le combat des migrant-es, le combat de tous les prolétaires contre le racisme, le nationalisme et les frontières

La rentrée est on ne peut plus décomplexée pour les xénophobes de tous bords, jamais sans doute la démagogie anti-migrant-es, le racisme d'Etat n'ont été aussi prégnants. Les élections dans plusieurs pays européens l'illustrent, régionales en Allemagne, législatives à venir en Suède, présidentielle ici. Dans tout le vieux monde occidental en déclin, le même mouvement est à l'œuvre. Les 44 % obtenus par l'AFD dans le petit Land de Saxe-Anhalt en ex-Allemagne de l'Est illustrent et accélèrent le tournant en cours. L'AFD qui promeut la « remigration », promet l'obligation de travaux d'intérêt général pour les demandeurs d'asile et la création de classes spéciales pour les enfants de réfugiés, surfe sur la désespérance et la colère, le sentiment de déclassement d'une fraction des couches populaires face à la brutalité de la crise industrielle, économique, morale qui touche de plein fouet l'Allemagne, elle surfe sur le rejet de l'Europe et des partis qui se partagent le pouvoir depuis des décennies. L'internationale réactionnaire s'est immédiatement félicitée tels Musk et le clan Maga, Trump, mais aussi Poutine.

Aux USA, première puissance mondiale qui s'est construite à travers des vagues d'immigration, la chasse aux immigrés réels ou supposés prend une ampleur inouïe. Les 30 000 agents de l'ICE ont battu leur record avec près de 50 000 arrestations en un mois, allant jusqu'à s'en prendre à des descendants des peuples amérindiens... traquant et violentant en toute impunité dans les rues, les écoles, les aéroports, les tribunaux.

En France, la campagne présidentielle est un véritable feu d'artifice. Bardella posant avec Farage lors du congrès de Reform UK après la signature d'un accord pour renvoyer en France les migrant-es interceptés dans les eaux britanniques tandis que Le Pen promettait un référendum sur son obsession, l'interdiction du voile dans l'espace public. En début d'été, Retailleau montait au créneau contre « la submersion migratoire » et appelait à « *expulser tous ceux qui n'ont rien à faire en France, supprimer le droit au mariage pour les OQTF, abolir le droit du sol ...* ». Philippe s'est engagé depuis Mayotte à « *fermer la totalité des vannes migratoires* » et y suspendre pour cinq ans le droit du sol, le droit d'asile et le regroupement

familial, suivi quelques jours plus tard par Lecornu venu y annoncer « *une militarisation plus importante de la protection de l'archipel* » ... contre la jeunesse et les démunis comoriens ! Quant à Attal, il a choisi la démagogie anti-Roms, défendant la mise en place d'un « *registre national obligatoire* » en pleine semaine de commémoration du génocide des Gens du Voyage par les nazis, et a promis d'agir contre « *les installations sauvages et illégales des gens du voyage* » qui « *gâchent la vie des maires et des Français* », sous-entendant que les Roms ne le sont pas, cherchant à faire oublier que la grande majorité des mairies et intercommunalités sont dans l'illégalité depuis 26 ans, ne respectant pas la loi qui oblige les communes de plus de 5000 habitants à aménager des aires d'accueil !

Et le gouvernement vient de supprimer les bourses pour les étudiants étrangers et d'augmenter leurs frais d'inscription. Quant au « *Pacte européen sur la migration et l'asile* » entré en vigueur au début de l'été, il durcit encore l'entrée sur le territoire européen et accélère l'éloignement des personnes déboutées qui pourront être renvoyées ailleurs que dans leur pays d'origine, vers des « *hubs de retour* » dans des pays jugés « *sûrs* » par l'Europe... Le texte officialise aussi la détention de mineurs, illégale jusque-là même si largement pratiquée par l'Etat français à Mayotte où plus de 3000 enfants ont été détenus en 2025 dans le CRA local connu pour sa vétusté et ses conditions de rétention dégradantes dénoncées par les associations.

La démagogie nationaliste, xénophobe, la haine anti-étrangers ont été décuplées fin juillet quand des dizaines de milliers de jeunes ont pénétré dans l'enclave espagnole de Ceuta.

Refoulement militaire à Ceuta, plan de régularisations à Madrid, les deux faces d'une même politique au service du capital

Les 30 et 31 juillet, près de 72 000 personnes, travailleur-es, étudiant-es rejoignaient à la nage Ceuta, 18,5 km², 85 000 habitants. Au moins 141 personnes sont mortes noyées d'après les ONG. La plupart marocaines mais aussi yéménites, soudanaises..., toutes étaient parties de la ville fron-

talière de Fnideq au Maroc, ravagée par le chômage et la misère. Une situation aggravée par le démantèlement par la monarchie de l'activité frontalière de contrebande dont dépendait la population locale. L'annonce du jugement par un tribunal espagnol que le « *rejet à la frontière* » ne pouvait s'appliquer aux personnes interceptées en mer ou qui arrivent à la nage, a probablement joué dans le contexte du plan « massif » de régularisations « *par le travail* » qui venait de prendre fin le 30 juin. Le gouvernement espagnol tablait sur 500 000 demandes pour répondre aux besoins de main d'œuvre, plus d'1,2 million de dossiers ont finalement été déposés. Les foules de jeunes qui se pressaient à Ceuta ne pouvaient pas y prétendre.

Le gouvernement Sanchez (PSOE allié à Sumar, une coalition à sa gauche) a immédiatement envoyé l'armée et ses blindés et fait appel à la Légion face à, selon lui, « *une violation de l'intégrité territoriale de l'Espagne* ». La quasi-totalité des forces institutionnelles espagnoles et européennes, mais aussi Trump dénonçant l'« *invasion* », ont appelé à « *défendre* » l'Europe. Meloni et Frederiksen, première ministre danoise, social-démocrate, ont appelé ensemble à suspendre l'accord de Schengen avec l'Espagne, alors même que Ceuta « bénéficie » d'un régime dérogatoire au sein de Schengen qui impose des contrôles stricts !

Et tandis que le ministre de l'Intérieur espagnol demandait le soutien de Frontex et Europol pour le « *triage* » des immigrants, deux députés de Podemos demandaient à la Commission européenne d'enquêter sur la responsabilité du Maroc... Façon d'exiger de « notre ami le roi » qu'il assure son rôle de verrou de l'Afrique qui lui vaut entre autres le soutien de pays européens tels la France, l'Espagne, l'Allemagne ou le Royaume-Uni, dans ses prétentions sur le Sahara occidental au mépris de la population sahraouie. Tandis que les multinationales européennes, dont les françaises Renault et Stellantis installées à Tanger et Kénitra, exploitent dans des usines dernier cri une main d'œuvre payée 3500 dirhams brut par mois, soit autour de 300 € net, le SMIC horaire brut étant lui de 1,60 euro...

Nombre de jeunes qui tentaient cet été le tout pour le tout à Ceuta participaient il y a moins d'un an à la révolte de la « GenZ212 » du nom du collectif à l'origine du mouvement parti des réseaux sociaux après la mort de huit jeunes femmes pendant leur accouchement à l'hôpital d'Agadir. Un mouvement « *contre le gouvernement et tous les corrompus qui entravent la réalisation des aspirations du peuple marocain* » exigeant des moyens pour les services publics, la santé, l'éducation, la fin des inégalités, la liberté d'expression... La révolte d'une jeunesse moderne, instruite, largement féministe et refusant l'arriération que la brutale répression et la prison ne peuvent éteindre, mais qui a convaincu certains jeunes que la seule perspective à court terme était dès lors celle de l'émigration.

Et quelle qu'ait été la violence de la répression à Ceuta, la déception et l'humiliation subie, cette lutte pour la vie des jeunes marocain-es comme de centaines de millions

d'autres de par le monde ne peut prendre fin. Elle porte en elle des aspirations vitales contagieuses, sans patrie ni frontières, qui font trembler les classes dominantes et tous leurs serviteurs.

Une classe ouvrière internationale profondément transformée par la guerre économique et sociale mondialisée

La mondialisation capitaliste, en ruinant la paysannerie et les petits producteurs, a transformé l'ensemble des producteurs et productrices du monde en prolétaires n'ayant rien d'autre que leur force de travail à vendre, concentrés dans d'immenses plateformes industrielles et logistiques, centres informatiques, ports, chantiers ou exploitations agricoles appartenant aux mêmes multinationales. Elle a mis tous les travailleur-es en réseau à travers les chaînes de valeur et le développement des outils de communication. En même temps qu'elle les mettait en concurrence sur un marché désormais mondial. Au Maroc, l'usine Renault de Tanger ouverte en 2012 emploie aujourd'hui 7000 salarié-es, c'est la plus grande plateforme industrielle automobile d'Afrique et la plus grande usine du groupe dans le monde. A Kénitra, Stellantis est en train de doubler ses capacités de production, en même temps qu'elle organise la fin de l'assemblage dans son usine de Poissy... En 2024, le « coût » de la main d'œuvre pour l'assemblage d'une voiture était estimé à 106 dollars au Maroc, 273 dollars en Roumanie, 597 en Chine, 1569 en France et 3307 en Allemagne...

Une situation qui en quelques décennies a créé les conditions d'une remise en cause brutale des salaires et des conditions de travail et de vie en Occident. Les délocalisations, les fermetures et restructurations, le chômage, la dégradation de la condition ouvrière ont bouleversé les consciences, fait naître désarroi, incompréhension et colère alors que la gauche au gouvernement mettait en musique l'offensive libérale. Du pain béni pour les droites extrêmes des pays occidentaux vers qui se sont tournées et se tournent des fractions de plus en plus importantes des classes dominantes. Des populistes d'extrême-droite surfant sur les peurs, le sentiment de déclassement, le rejet des partis institutionnels, instrumentalisant les préjugés patriotiques, nationalistes qu'a nourris la gauche tels le PCF et la CGT avec le « *produisons français* ». Un patriotisme qui fleurit aujourd'hui, décliné par toutes les forces politiques institutionnelles qui rivalisent de solutions « nationales », en appellent au « *patriotisme économique* », voire au « *réarmement démographique* » pour Macron... jusqu'à Mélenchon qui tout en assumant la solidarité avec la Palestine, mettant en avant la « *créolisation de la France* » a choisi comme slogan la « *Nouvelle France* » appelée à « *sortir la France de l'ornière* »... tenant à situer son combat non sur un terrain de classe mais national, de fait dépassé et rétrograde.

Les profonds bouleversements du capitalisme ont transformé les rapports de classes. Une nouvelle classe mondiale de prolétaires s'est constituée, jeune, féminisée, ins-

truite, accédant largement pour les besoins du capital aux sciences et aux techniques qui permettent d'entrevoir et de penser un autre avenir possible. Une classe amenée à prendre conscience d'elle-même sous les coups du capitalisme mondialisé et à raisonner à l'échelle de la planète, aspirant partout, quels qu'en soient le pays, l'histoire, à la démocratie, à la liberté, à vivre de son travail et à avoir accès aux richesses qu'elle crée.

La guerre faite aux immigré-es, une guerre contre tou-tes les travailleur-es

Quels que soient les murs et les barbelés que les gouvernements érigent le long de frontières toujours plus meurtrières, le nombre de bateaux garde-côtes qui refoulent en mer les embarcations de migrant-es, transformant les océans et les détroits en cimetières géants, les mouvements migratoires ne peuvent que s'amplifier.

Le nombre de migrants internationaux est passé entre 2000 et 2024 de 174 à 304 millions à l'échelle mondiale ; de 56 à 94 millions en Europe. Dans le même temps se renforçait la propagande des extrêmes-droites contre les musulman-es ou supposé-es tel-les et les délires sur « *le grand remplacement* », « *l'insécurité culturelle* », la « *menace contre la laïcité* »... Une haine ordinaire qui se déverse en continu sur les réseaux sociaux tandis que les préjugés nationalistes et xénophobes transpirent dans les médias bien au-delà de *CNews* ou *Valeurs Actuelles*, dont le directeur adjoint de la rédaction vient de se voir confier un éditorial politique hebdo sur France Inter...

Une propagande qui vise à diviser pour mieux soumettre, alors même que la bourgeoisie occidentale a plus que jamais besoin des travailleur-es immigré-es. En Suède, le journal *Le Monde* souligne qu'alors que dans la campagne en cours « *tous les grands partis défendent une politique migratoire restrictive et veulent limiter l'arrivée des réfugiés [...] les communes et les régions n'ont jamais eu autant besoin des personnes nées à l'étranger pour pallier le manque de travailleurs* ».

En Italie, Meloni, élue en 2022 sur un programme anti-migrants, qui a passé des accords avec l'Albanie et la Tunisie pour délocaliser la gestion des déboutés et entend réduire le droit d'asile, n'en a pas moins accordé 450 000 permis de séjour entre 2023 et 2025 et un décret prévoit 500 000 nouvelles régularisations d'ici 2028. Un chiffre qui reste éloigné des besoins réels des entreprises italiennes mais la bourgeoisie sait qu'elle pourra compter, en Italie comme ailleurs, sur des centaines de milliers de travailleur-es non régularisé-es d'autant plus corvéables.

Dans toute l'Europe, une fraction croissante de l'économie, le BTP, la restauration, les sociétés de livraisons, sans parler des Ehpads, ne fonctionnent que grâce à des travailleur-es immigré-es, avec ou sans papiers.

La bourgeoisie a besoin de l'immigration, là n'est pas la question pour elle, mais il lui est inconcevable que les migrant-es puissent penser possible de « s'intégrer ». Elle voudrait les utiliser contre l'ensemble des travailleurs pour imposer la soumission, faire pression sur les salaires,

diviser, briser les solidarités, empêcher l'unité de la classe ouvrière par-delà les frontières. Aux USA, Trump vient de retirer du jour au lendemain à 300 000 Haïtiens le « *statut de protection temporaire* » qui leur était accordé et dont dépendait leur autorisation de travail. En quelques heures, 300 000 personnes intégrées dans la société américaine, avec un travail, occupant pour 20 % d'entre eux des postes dans la santé, sont redevenues des parias privés de tous droits. Peu importe le coût pour la société, le chaos que leur brutal empêchement provoque, c'est un signal adressé à tou-tes les migrant-es et à l'ensemble de la classe ouvrière. Pas question d'échapper à sa condition ! Ni liberté de circulation, ni liberté d'installation, les frontières nationales garantissent des frontières de classe.

Le combat des migrant-es, moment déterminant de la lutte de classe aujourd'hui

La lutte des migrant-es pour vivre fait une peur viscérale aux classes dominantes et à tous les partis institutionnels, toutes nuances confondues, car ce combat met en cause les fondements mêmes de la société, la légitimité des frontières, des Etats, de la domination du Capital, international comme national. Il porte en lui la contestation de la mise en concurrence généralisée sur laquelle repose le mode de production capitaliste, celle internationale des travailleur-es et la concurrence économique, financière, militaire et guerrière que se livrent les multinationales et les Etats dans une fuite en avant qui plonge l'humanité dans le chaos.

C'est un combat de prolétaires, de celles et de ceux qui n'ont rien d'autre pour vivre et survivre que leur force de travail et n'ont que leurs chaînes à perdre. Il porte en lui la contestation de toutes les discriminations, de la ségrégation et de l'ensemble des rapports de domination sur lesquels repose le capitalisme mondialisé.

Les dénonciations qui refusent de se situer sur ce terrain et s'en tiennent aux proclamations morales ne peuvent au mieux que déboucher sur un appel impuissant à plus « d'humanité » et au final à une « bonne gestion » des migrations et des frontières. C'est ce qu'a fait Mélenchon qui à propos de Ceuta en appelait à la solidarité de l'Europe avec l'Espagne et à accueillir des migrant-es tout en expliquant que « *le problème concret à régler est de discuter avec le Maroc de la protection de la frontière* » et qui jugeait bon d'argumenter face à Bardella « *L'afflux a lieu à mille kilomètres de notre frontière. Ceuta est en Afrique. Les gens sur l'enclave de Ceuta ne peuvent passer le détroit de Gibraltar à la nage et il n'y a aucune autre possibilité pour eux* »...

Le combat des classes dominantes contre les migrant-es est un combat pour le maintien des taux de profit, pour la baisse du « coût » du travail. Elles n'ont rien à « discuter ». Et leur combat est politique, il vise à tenter d'isoler la fraction des prolétaires dont le courage, la détermination nourrissent la lutte de classe internationale comme le font concrètement celles et ceux qui, à Minneapolis et dans nombre de villes des USA, s'organisent à la base,

dans les quartiers, les entreprises, pour s'opposer politiquement et physiquement aux milices de l'ICE.

Notre solidarité avec les migrant·es, ainsi que la lutte pour vaincre la gangrène de l'extrême droite xénophobe, participent du même combat pour en finir avec la domination capitaliste. Elle est une solidarité de classe et pose la nécessité de la prise en main de la production et de l'organisation de la société par les travailleur·es eux-mêmes,

main dans la main par-delà la Méditerranée et les océans. Une lutte commune pour contester le pouvoir des mêmes banques et multinationales, la domination de la même oligarchie par et pour l'organisation démocratique des prolétaires eux-mêmes prenant en main la marche de la société.

Isabelle Ufferte